

La lettre du Printemps

Professions, Institutions, Temporalités

Novembre 2022
Numéro 12



Edito

C'est avec un grand plaisir que nous vous présentons la nouvelle Lettre du Printemps, douzième du nom ! Vous y trouverez en particulier une présentation de nos nouveaux et nouvelles venu-es : une nouvelle collègue maîtresse de conférences Isabelle Lacroix, qui évoque l'actualité de ses recherches et ses projets, mais aussi de nouveaux et nouvelles doctorant-es. Leur arrivée montre la vitalité de notre laboratoire malgré une situation actuelle catastrophique du système d'enseignement supérieur et de recherche. Bien qu'étant tout à fait au courant de ces difficultés, ils et elles ont envie d'investir leur énergie et leur temps dans un travail de recherche et gardent cet illusio qui fait chaud au cœur. C'est d'ailleurs le moment de remercier vivement Chloé Dhaille, qui a travaillé chez nous pendant 7 mois en CDD et a rédigé cette dernière lettre (ainsi que la précédente). Elle aussi va s'investir désormais dans une recherche doctorale au sein d'un autre laboratoire de l'UVSQ, le CEARC.

Nous avons aussi saisi l'occasion de cette lettre pour revenir sur l'ensemble des masters que notre laboratoire porte, en sociologie comme en science politique. Cela nous permet notamment de rappeler que ces parcours sont tous à la fois « pro » et « recherche. » Ils sont en effet, selon la formule consacrée, des masters de formation à la recherche académique par la recherche, mais ils sont aussi, pour la majorité des étudiant-es, des portes d'entrée dans des secteurs socio-professionnels pointus, dans lesquels ils et elles s'insèrent très majoritairement avec grande facilité. Comme il faut savoir faire preuve d'optimisme même dans la tempête, nous pouvons au moins nous réjouir de cette belle réussite que sont ces masters.

Laurent Willemez,
Directeur du laboratoire Printemps

Sommaire

L'entretien. Isabelle Lacroix	p. 2
Présentation des Masters	p. 3
Zoom sur le projet JUSTINES	p. 5
Les nouveaux doctorants	p. 6



Laboratoire PRINTEMPS
UMR 8085 (UVSQ/CNRS)
Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yve-
lines
47, boulevard Vauban - 78047 Guyancourt
Tél. : 01 39 25 56 50
contactprintemps@uvsq.fr
www.printemps.uvsq.fr | @Labo_Printemps

PRINTEMPS
Professions, institutions, temporalités



L'entretien

Isabelle Lacroix



Nous sommes très heureux d'accueillir cette année Isabelle Lacroix sur un poste de Maitresse de conférences. A cette occasion, nous lui avons posé quelques questions pour revenir sur son parcours.

Comment a débuté ton parcours dans la recherche ?

J'ai réalisé une thèse sur l'engagement militant dans le milieu indépendantiste basque français, qui est structuré par de multiples organisations politiques, culturelles, syndicales. J'y ai combiné différentes méthodes (entretiens biographiques, recueil de documents et observations participantes) et croisé sociologie politique, sociologie de l'engagement et sociologie de l'organisation du travail militant pour comprendre non pas seulement les raisons de leur implication militante mais aussi les conditions organisationnelles, les interactions sociales et symboliques qui rendent possibles leur engagement dans la durée.

Quel a été ton parcours par la suite ?

Je n'ai pas eu un poste académique tout de suite, ce qui m'a donné l'occasion de varier les expériences de recherche. J'ai d'abord fait un post doctorat sur les trajectoires des étudiant.es et des enseignant.es dans la filière AES, puis j'ai bifurqué sur une autre thématique de recherche : la protection de l'enfance. J'y ai intégré des questionnements de sciences politiques jusque-là assez absentes dans ce champ. Tout en étant membre de la recherche ELAP (Étude Longitudinale sur l'Autonomisation après le Placement) où l'on étudiait la transition vers la vie adulte des jeunes placés, j'ai réalisé au sein de l'Observatoire national de la protection de l'enfance, qui est un groupe d'intérêt public qui se situe à l'interface entre le milieu universitaire et le milieu professionnel, diverses recherches.

Et puis j'ai eu envie de partir au Québec. J'y ai étudié l'engagement des jeunes placés au sein de ce qu'on appelle là-bas des comités des résidents et des usagers et celui de jeunes sortants du système de protection de l'enfance

au sein d'associations d'entraide. Ça m'a permis de faire une comparaison avec la France. Et j'ai constaté que, des deux côtés de l'Atlantique, des jeunes confrontés aux failles des politiques sociales en matière de jeunesse pour les 18-25 ans sont amenés à s'investir dans ces associations pour s'entraider dans ce passage à la vie adulte qui est très difficile pour eux. J'ai ensuite, au sein de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), mené une étude sur les jeunes maires, dans la continuité de mon intérêt pour l'engagement. Jusque-là, j'avais plutôt étudié l'engagement dans des milieux assez précaires et c'était intéressant de voir ce qu'il se passait dans un tout autre milieu, fort doté en capitaux scolaires et sociaux.

Enfin, ma toute dernière enquête à l'INJEP qui va bientôt être publiée porte sur les mineur.es et les jeunes majeur.es incarcéré.es et le passage à la vie adulte en prison.

Qu'est ce qui te plaît en particulier dans ces thématiques d'engagement, de jeunesse, de précarité ?

Ça m'a toujours intéressé ! Dans le cadre de ma thèse, c'est une problématique familiale que j'ai voulu mettre en questionnement sociologique. Je n'ai pas grandi au Pays Basque, mais la majorité de ma famille y vit et j'ai été confrontée très tôt à de forts débats et clivages sur les questions du rapport à la langue basque, au mouvement indépendantiste, et à l'utilisation, ou non, de la violence politique pour la défense d'une cause. Et puis je suis particulièrement sensible aux questions d'investissement dans l'espace public, surtout chez les plus « précaires » parce que je suis touchée par les ressources qu'ils trouvent, malgré leurs difficultés, pour s'organiser collectivement.

«Je suis particulièrement sensible aux questions d'investissement dans l'espace public, surtout chez les plus « précaires » parce que je suis touchée par les ressources qu'ils trouvent, malgré leurs difficultés, pour s'organiser collectivement.»

Présentation des Masters

Le laboratoire Printemps soutient huit parcours de masters, quatre s'inscrivant dans la mention sociologie et quatre dans la mention science politique. Nous avons interrogé des étudiant.es dans chacun des parcours afin de recueillir leurs expériences à propos des formations.

Les masters de la mention Sociologie

« La structure du master PST-DSU (Politiques Sociales Territorialisées et Développement Social Urbain) et l'alternance entre cours, «chantier collectif» et périodes de stage m'a beaucoup plu. Les semaines de cours nous permettent d'approfondir nos savoirs théoriques sans pour autant perdre de vue les différents enjeux de professionnalisation. La période de «chantier collectif» permet de se pencher sur différents sujets, de mettre en pratique nos connaissances en matière de méthodologie d'enquête ainsi que de se confronter au travail de groupe. Enfin les stages de M1 et de M2 me semblent essentiels pour se familiariser au monde professionnel, à ses attentes, son fonctionnement, etc.

Enfin les rencontres avec les professionnel.les et les ancien.nes étudiant.es du master constituent une force et un espace d'échange pour converser autour de nos craintes quant à notre insertion future. »

Arthur, jeune diplômé du parcours Politiques sociales territorialisées et développement social urbain

« Le Master TEO (Travail, Expertises, Organisation) – conduite du changement est selon moi une formation assez complète regroupant des enseignements théoriques et pratiques. La première année, plus axée sur la théorie de la sociologie du travail et des organisations, prépare particulièrement bien les étudiant.es au travail en groupe, notamment lors de la confection d'enquêtes collectives qui sont présentées devant un jury.

La deuxième année s'effectue en alternance et nous permet de mieux intégrer le monde professionnel tout en mettant en pratique les connaissances accumulées en première année. La double casquette sociologie/conduite du changement du cursus TEO permet aux étudiant.es de pouvoir évoluer dans des univers professionnels différents. Le master comprend également des enseignements de droit du travail et de gestion des ressources humaines qui permettent, selon moi, une ouverture d'esprit sur des sujets omniprésents et d'actualité, élargissant les débouchés professionnels du Master. »

Clara, étudiante en M2 parcours Travail, Expertises, Organisation

« Le master MEEF est très professionnalisant : les stages sont nombreux (trois stages en première année, et un stage tout au long de l'année scolaire en seconde année) et un grand nombre de cours sont dispensés par des professeur.es enseignant dans le secondaire en parallèle. Leur expérience est très enrichissante pour nous ! Les élèves sont souvent en petits groupes ce qui favorise la cohésion, ce qui est profondément réconfortant lorsque viennent les temps des épreuves. »

« Le master MEEF SES m'a permis de développer mes compétences dans l'objectif d'exercer la profession d'enseignant de sciences économiques et sociales. La formation propose une partie théorique où l'on développe ses connaissances didactiques et pédagogiques, mais aussi une partie de mise en application professionnelle. J'ai beaucoup apprécié cette double casquette qui nous prépare au mieux à la prise en charge de classes. La formation est intensive, mais cela permet de cerner une grande partie des enjeux du métier d'enseignant.e, mais aussi de bien préparer le concours, les écrits comme les oraux. »

Ronan et Félix, étudiants en M2 parcours MEEF-SES

« J'ai apprécié le master SQD (Sociologie Quantitative et Démographique) par le contenu et la variété des enseignements permettant d'acquérir de réelles compétences en analyse démographique, analyse textuelle, statistiques appliquées aux sciences sociales, etc. Ce master tient donc sa promesse d'enseigner les méthodes quantitatives en sociologie. L'apprentissage de certaines méthodes en démographie et statistiques se fait progressivement, ce qui en facilite la compréhension et permet leur maîtrise. De plus, certains cours sont dispensés en anglais, ce qui améliore notre compréhension de la littérature sociologique internationale ainsi que nos écrits. Les cours sont dispensés dans différents établissements, ENS, ENSAE, Télécom Paris et UVSQ assurant une diversité dans les environnements d'apprentissage ainsi que dans les approches sociologiques.

Enfin, l'équipe pédagogique était à l'écoute, disponible, et impliquée dans nos sujets de mémoire et notre réussite. »

Aminata, jeune diplômée du parcours Sociologie quantitative et démographique

Les masters de la mention Science politique

« Mon année au sein du Master 2 métier du politique et action publique territoriale (MPAPT) me laisse un très bon souvenir. Tout d'abord, les enseignements sont marquants par leur diversité, ce qui nous donne une bonne base générale nous ouvrant à des champs très différents. Les enseignant.es sont pleinement à notre écoute et toujours disponibles pour répondre à nos questions. Ils nous offrent la possibilité de montrer toutes nos compétences à travers des travaux très variés, que ce soit une simulation de débat parlementaire, la construction d'une stratégie de lobbying ou bien le travail de groupe que nous avons construit tout au long de l'année. Tous ces travaux sont collectifs ce qui nous permet de travailler avec tous les membres du master, allant du binôme pour certains rendus à toute la promotion lors de la simulation du conseil municipal. Enfin, les séminaires furent marqués par de nombreux.euses intervenant.es extérieur.es nous apportant leur expertise et leur retour d'expérience : de quoi alimenter nos perspectives de carrière par la suite ! »

Quentin, jeune diplômé du parcours Métier du politique et action publique territoriale

« Le Master PCI (Politique de Coopération Internationale) est une formation dont mes camarades et moi-même sommes très satisfait.es car nous considérons qu'elle nous donne toutes les ressources et connaissances nécessaires pour être préparé.es aux divers métiers de la coopération internationale, que ce soit dans les institutions publiques, au sein des ONG, ou dans l'entrepreneuriat solidaire (ESS).

Ce Master aborde un grand nombre de thématiques : les dilemmes moraux, la communication des ONG, la gestion de projet, le dialogue interculturel, etc. Cela nous donne une vision globale des enjeux gravitant autour de la coopération.

Par ailleurs, tous les professeurs ont souhaité nous impliquer le plus directement possible via une forte interaction durant les cours, avec une emphase sur les mises en situation et les travaux de groupe.

Nous apprécions enfin beaucoup que nos professeur.es soient des intervenant.es extérieur.es, professionnel.les de leur cœur de métier, qui nous prépare ainsi très bien au monde professionnel passionnant -mais difficile- de la coopération internationale. »

Maxime, étudiant en M2 du parcours Politique de coopération internationale

« Le master politiques de communication, influence et affaires publiques a pour atout d'enseigner à la fois la communication politique et les affaires publiques. Ce qui est parfaitement cohérent dans un monde où ces deux spécialités doivent être maîtrisées pour élaborer une bonne stratégie d'influence. Les deux années d'alternance sont également un véritable avantage pour notre arrivée sur le marché du travail. Déjà, parce qu'on y développe nos compétences professionnelles tout en les croisant avec la théorie et la technique qui nous sont enseignées, mais également parce que l'on peut se prévaloir par la suite de deux années d'expérience, et ce dès la fin du master. C'est d'ailleurs la seule formation en alternance et en France qui propose de croiser les affaires publiques et la communication ! Résultat, les débouchés sont variés et notre insertion est réussie. »

Caroline, jeune diplômée du parcours Politiques de communication, influence et affaires publiques

« La singularité du Master 2 Gouvernance de la transition, écologie et sociétés réside dans l'interdisciplinarité et l'engagement de son approche. Il en résulte un bel équilibre entre introduction aux sciences de l'environnement, sciences sociales et projets de terrain. Surtout, la confrontation entre étudiants aux cursus divers mais complémentaires, entre étudiants ingénieurs et étudiants en sciences sociales, provoque une émulation intellectuelle et prépare idéalement l'entrée dans le monde professionnel. Le master propose donc une véritable approche critique de la transition qui nourrit aujourd'hui quotidiennement ma fonction - Responsable du plaidoyer national à la Plateforme Océan & Climat et Coordonnateur du Comité France Océan - et a idéalement complété mon cursus à Sciences Po Grenoble. »

Gauthier, jeune diplômé du parcours Gouvernance de la transition, écologie et sociétés



Zoom sur le projet JUSTINES

Présentation

Le projet de recherche JUSTINES (Justice et Inégalité au prisme des sciences sociales) regroupe une équipe pluridisciplinaire composée de sociologues, de juristes, de politistes, d'économistes et de géographes.

Trois membres du laboratoire Printemps y ont pris une part active : Gabrielle Schütz, Muriel Mille ainsi que Julie Minoc, se concentrant plus particulièrement sur la justice familiale.

La spécificité de ce projet réside en ce qu'il s'intéresse à "la justice du quotidien, de l'ordinaire et de l'intime," à l'heure où les travaux portant sur les inégalités sociales face à la justice sont principalement concentrés sur la justice pénale.

Plus précisément, le projet JUSTINES étudie «l'expérience ordinaire» des citoyen.nes face à la justice, notamment dans le cadre des affaires familiales ; ainsi que la question des inégalités dans les usages de droit.

Méthodologie

Le projet combine :

- **une approche quantitative** : la base « 4 000 Affaires familiales », constituée à partir de 4 000 dossiers judiciaires portant sur des divorces et des procédures impliquant des parents non mariés ou déjà divorcés.

- **une approche ethnographique** : observation de 330 affaires, 16 demi-journées d'audience, ainsi que 46 rendez-vous entre avocat.es et client.es. Plus de 70 entretiens avec des juges et des professionnel.les de la justice.

Saisie de la base de données et travail sur les archives de dossiers de séparation conjugale



Les trois axes de recherches structurants

- **les inégalités de genre**, notamment à travers l'étude des rôles parentaux sexués ainsi que des violences conjugales
- **les inégalités socio territoriales**, en étudiant l'influence des milieux sociaux (situation économique, trajectoire migratoire) ainsi que des territoires sur le traitement et la nature judiciaire
- **les intermédiaires du droit**, dans l'étude du recours différencié à la justice (avocat.es, notaires, huissier.es, etc)

Quelques résultats

"Les justiciables de classes supérieures, en particulier les hommes, tendent à être accompagnés par des professionnel.les dévoués dans le cadre de procédures amiables (tel que le divorce par acte d'avocat), dans lesquelles les arrangements entre ex-conjoint.es sont négociés loin du regard des juges. Par contraste, les justiciables modestes sont amenés à solliciter l'aide juridictionnelle, ce qui allonge le délai de traitement de leurs dossiers (et plus encore quand une partie de leur vie s'est déroulée à l'étranger)"

"On observe ainsi des différences territoriales dans les arrangements parentaux que dessinent les décisions judiciaires. Les pensions alimentaires sont plus élevées à Paris que dans les autres tribunaux, toutes choses égales par ailleurs. On pratique davantage la résidence alternée dans l'Ouest de la France, où elle est davantage synonyme d'absence de pension."

"La majorité des décisions entérinent la division sexuée du travail parental : les femmes continuent à avoir la charge principale des enfants, et ce travail domestique fait l'objet d'une très faible reconnaissance économique. Quand la résidence d'un enfant est fixée chez la mère, il n'y a aucune pension dans près d'un tiers des cas et, quand il y en a une, son montant moyen est de 200€/mois. [...] Les décisions judiciaires, au-delà de leurs variations, participent à l'appauvrissement des femmes après les séparations."

Extraits de l'Interview pour la Mission Droit et Justice : Émilie Biland-Curinier, Sciences Po (CSO) ; Sibylle Gollac, CNRS (CRESSPA-CSU) ; Muriel Mille et Gabrielle Schütz (UVSQ, Printemps). Propos recueillis par Laetitia Louis-Hommani.



D'une durée de 4 ans, le projet touche aujourd'hui à sa fin et un colloque de clôture se tient les 23 et 24 novembre 2022 à l'Institut d'Etudes Avancées afin d'en présenter et discuter les résultats.

Photo d'un tag sur un cabinet d'avocats



Les nouveaux.elles doctorant.es

Adrien Kurek



«Ma thèse est consacrée aux diverses modalités de légitimation des «Médecines Complémentaires et Alternatives» (MCA) en France. En reprenant les concept de «mondes sociaux» d'Anselm Strauss et «d'écologies liées» d'Andrew Abbott, je m'intéresse à la façon dont ces pratiques hétérogènes nouent des alliances avec un nombre croissant d'autres espaces sociaux, ou au contraire suscitent des résistances et des controverses. Pour se faire, je mêle approches qualitatives par entretiens et observations ethnographiques, analyses lexicométriques sur des corpus divers (presse, rapports des pouvoirs publics, biographies de praticiens) et analyses factorielles.»

Financement : dispositif «Contrats Doctoraux Spécifiques Normaliens» (CDSN) de l'ENS Paris-Saclay
Direction : Élodie Béthoux

«Mon travail de recherche interroge les effets des nouveaux modèles de management et d'organisation, articulés aux politiques de sûreté des organisations à risques. L'enjeu sera de comprendre leurs conditions d'intégration durable et d'efficacité au sein des collectifs de travail et sur la performance des moyens de production. Cela nécessite de déconstruire ces catégories pour mieux saisir la manière dont ces « innovations » sont pensées et peuvent être mises en place dans un cadre extrêmement contraint : celui du nucléaire, qui porte avec lui de fortes exigences de sûreté.»

Financement : CIFRE entre l'entreprise EDF et le laboratoire Printemps.

Direction : Laurent Willemez (laboratoire Printemps - UVSQ/Paris Saclay) et Olivier Guillaume (Groupe Facteurs Organisationnels et Humains à EDF Lab et membre du laboratoire Printemps).

Philippe Kernaléguen



«Mon projet s'intitule « La place de l'homme dans la nature » : les socio-écologies avant la biodiversité. Socio-écologie historique des sciences environnementales en France (1945-1992)

Il s'agit de réaliser une sociologie des sciences rendant compte de l'histoire de l'écologie scientifique française après 1945 et ce, par l'étude de cas d'interdisciplinarité avec des sciences sociales avant l'arrivée de la notion de biodiversité lors du sommet de la Terre de Rio en 1992. Je m'intéresse particulièrement aux méthodes scientifiques mobilisées lors des rencontres entre des disciplines aux cultures différentes.»

Financement : Contrat doctoral de l'ED Paris Saclay
Direction : Morgan Jouvenet (Laboratoire Printemps)

«Ma thèse s'intitule «Les classes sociales à la retraite : ce que le vieillissement fait aux inégalités sociales». Souvent appréhendées comme un groupe homogène, les retraités sont traversés par des clivages économiques et sociaux qui se transforment au fil du vieillissement. L'enjeu de ma thèse est d'intégrer les retraités dans une analyse unifiée de la stratification sociale en France en analysant les spécificités des positions sociales occupées par les retraités dans l'espace social. Pour cela, je m'appuie sur une analyse quantitative des enquêtes statistiques sur les ressources et styles de vie et une enquête qualitative auprès de ménages retraités.

Financement : Contrat doctoral de l'ED Paris Saclay

Direction : Camille Peugny (Laboratoire Printemps) et Vincent Caradec (CERIES, Université de Lille)

Rémi Ribierre



« Ce projet de thèse part du constat de l'existence d'un mal-être au travail chez les directeurs d'EHPAD, dans le contexte des crises du secteur (covid-19 et Orpéa). A la fois dirigeants, cadres et gestionnaires dans le domaine sanitaire et social, ces professionnels sont largement ignorés par la recherche en sociologie. Pour saisir leurs conceptions de leur activité professionnelle, comprendre leur position organisationnelle, les difficultés qui en découlent et la gestion, individuelle et collective, de ces dernières, ce projet vise à produire une sociologie du travail des directeurs d'EHPAD, en s'appuyant notamment sur les notions de sens du travail et de qualité de vie et des conditions de travail (QVCT). En ce sens, il entend également contribuer aux débats académiques et publics contemporains qui accompagnent l'essor de la notion de QVCT. »

Financement : CIFRE entre l'entreprise Arbitryum et le laboratoire Printemps
Direction : Elodie Bethoux (Laboratoire Printemps)

«Ma thèse s'intitule «La construction politique de l'action publique locale en matière de santé. Les cas de l'Île-de-France et du Grand-Est.» On observe depuis plusieurs années un mouvement d'affirmation du rôle des collectivités territoriales dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de santé, tant au regard de la mobilisation croissante des acteurs locaux que de leur action en faveur du développement des politiques de santé locales. Malgré la faiblesse apparente de leurs compétences en santé, elles s'affirment en effet en tant qu'acteurs centraux de la gouvernance territoriale de la santé. La thèse invite à questionner leur rôle et l'investissement de leurs élus dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de santé locales.»

Financement : Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique

Direction : Patrick Hassenteufel (Laboratoire Printemps) et François-Xavier Schweyer (EHESP)

Léna Wermo



Victor Le Franc



Sabrina Arnal

